

● (1610)

La crise à laquelle les Canadiens font face aujourd'hui est un défi qui s'adresse directement aux députés libéraux car la décision leur appartient. Ils peuvent se servir de leur majorité pour appuyer et soutenir des politiques qui causent des ravages dans leur propre circonscription, ou ils peuvent faire preuve de courage et d'indépendance d'esprit et faire le travail qu'on les a envoyés faire ici, c'est-à-dire intervenir au nom de leurs électeurs, presser le ministre des Finances de modifier son budget désastreux et reconnaître la gravité de la crise que connaît aujourd'hui le Canada.

Quiconque a pris la peine d'examiner l'état de l'économie canadienne aujourd'hui ne peut qu'être inquiet. Les députés de ce côté-ci de la Chambre sont certes profondément inquiets. Nous subissons actuellement la plus grave crise économique depuis la grande dépression. Or, le gouvernement n'a aucune solution à offrir; tous les indices concordent là-dessus. Le gouvernement n'a rien prévu. Le budget du ministre des Finances favorise la hausse du chômage, maintient les taux d'intérêt élevés et alimente l'inflation. Le ministre n'a rien à offrir aux Canadiens pour leur montrer la voie et les aider à résoudre les graves problèmes qui les assaillent. Cela explique que le malaise ait pris une telle ampleur au Canada. C'est pourquoi les chefs d'entreprise nous disent avec de plus en plus d'insistance, que, avant d'investir pour l'avenir, il leur faut des garanties à long terme quant aux projets futurs du gouvernement. Avant d'investir au Canada, les chefs d'entreprise veulent être certains que l'économie sera bien gérée et que leurs investissements leur rapporteront des bénéfices raisonnables. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Un nombre croissant d'hommes d'affaires canadiens, en refusant d'investir, montrent qu'ils ont perdu confiance dans la gestion de l'économie du gouvernement actuel.

Cela me préoccupe, car je ne suis guère optimiste à propos de l'avenir des jeunes Canadiens. A quoi peuvent-ils bien s'attendre, alors que nous avons cette année plus d'un million de chômeurs? Quelles sont les perspectives des jeunes couples qui veulent acheter une maison? Pour l'instant, elles sont très sombres. C'est parce qu'ils pensaient pouvoir posséder leur maison et bâtir un avenir pour eux-mêmes et leur famille que des millions de gens ont quitté leur pays et ce, déjà même avant la confédération, pour venir s'installer au Canada. C'est pour cette même raison que j'ai proposé l'année dernière à la même époque qu'on modifie le projet constitutionnel du gouvernement afin d'y reconnaître le droit des Canadiens à posséder des biens. A l'origine, ce dernier a dit qu'il était prêt à appuyer cette proposition. Mais sous les pressions exercées par

Le logement—Loi

les néo-démocrates, le gouvernement a fait volte-face et il est revenu sur sa promesse.

Or, aujourd'hui, le gouvernement va un peu plus loin. Non seulement il ne veut pas garantir aux Canadiens le droit de posséder des biens, mais il anéantit, par ses programmes, les espoirs et les rêves d'un nombre sans cesse croissant de nos concitoyens, de familles de travailleurs. Le gouvernement leur enlève leur maison et leurs espoirs. Un gouvernement saurait-il infliger un châtement cruel à chacun de nos concitoyens?

Certes, tous les Canadiens ne sont pas menacés aujourd'hui de perdre leur maison. Certains d'entre eux parviendront à s'en tirer, en dépit de la mauvaise gestion de l'économie et des programmes politiques contenus dans le budget. Mais les documents déposés en même temps que le budget étaient de mauvais augure. Le ministre responsable du logement n'a nullement fait allusion à cette question dans le discours qu'il a prononcé il y a quelques jours en faveur de ce bill. Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances annonçait qu'il allait examiner les dépenses fiscales. Il s'est proposé de voir comment le gouvernement pourrait augmenter ses recettes en supprimant ce qu'il appelle des échappatoires, que le contribuable moyen considère comme essentiel à sa survie. Ainsi, dans le cadre de cette initiative, le gouvernement compte en imputant un certain loyer aux Canadiens moyens qui vivent dans leur maison, augmenter ses recettes fiscales de 4.5 milliards de dollars. Ces estimations se fondent sur les chiffres de 1979. Le ministre des Finances a déclaré que le fisc récupérerait 4.5 milliards si le gouvernement décidait d'imposer les propriétaires d'un montant de loyer déterminé car chacun d'entre eux se trouverait à verser en moyenne \$458 de plus.

Nos vis-à-vis prétendent que le ministre n'a fait qu'en parler et que cette mesure figurait dans son document de travail. Il a calculé combien le fisc récupérerait s'il décidait d'appliquer cette mesure. Il a toutefois renoncé à la mettre en application cette année. Si l'on en juge par les antécédents du gouvernement, les propriétaires de maisons et toutes les familles peuvent craindre que le ballon d'essai lancé par le ministre des Finances en novembre 1981 ne devienne réalité dans le prochain budget.

Le dernier budget vise essentiellement à récupérer davantage d'impôts. Il s'en prend aux contribuables moyens et impose les avantages sociaux que leur accordent les employeurs. C'est ainsi que le budget du ministre des Finances prévoit l'imposition des régimes d'assurance dentaire. On n'est peut-être pas loin de ce loyer imposable dont le ministre des Finances parle dans les documents budgétaires déposés à la Chambre le soir de la présentation du budget, si le ministre des Finances veut obtenir ces \$458 d'impôt de plus par contribuable imposé.